

Unité Départementale de la Somme  
Équipe 2  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 20/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PIERRES DE CAPPY SARL**

Route départementale 164 Lieu-dit "Les Carrières"  
80340 Cappy

Références : 2023-E20045-  
Code AIOT : 0005103805

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2023 dans l'établissement PIERRES DE CAPPY SARL implanté Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy. L'inspection a été annoncée le 21/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIERRES DE CAPPY SARL
- Route départementale 164 Lieu-dit "Les carrières" 80340 Cappy
- Code AIOT : 0005103805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PIERRES DE CAPPY exploite par arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 une carrière de craie (extraction annuelle de 250 000 tonnes par an) et des installations classées des rubriques n° 2515 relevant du régime de l'enregistrement et n° 2517 relevant du régime de la déclaration. Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux

installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement;

- certificat de bénéfice des droits acquis (antériorité) du 22 décembre 2017.

**Le thème de visite retenus est le suivant :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	
1	Plan de surveillance des émissions de poussières et campagnes de mesures	AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesures des émissions annuelles de poussières rubrique n°2515 (Enrgt)	AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 2	/	Prescription inadaptée

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé un plan de surveillance des émissions de poussières et les mesures de retombées de poussières dans l'environnement pour les trimestres 1 des années 2020 et 2021. Néanmoins, l'exploitant n'a pas réalisé les mesures de retombées de poussières dans l'environnement pour les trimestres 2, 3 et 4 des années 2020 et 2021.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020 ne peut être levé compte tenu de ce constat. L'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade à Monsieur le Préfet de la Somme de suites administratives compte tenu que l'exploitant a transmis un devis signé avec "bon pour accord" pour réaliser ces mesures trimestrielles de retombées de poussières dans l'environnement pour les carrières autorisées à extraire plus de 150 00 tonnes par an.

**Par ailleurs, le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020 relatif au respect des prescriptions constituant un délit, une information au Procureur de la République d'Amiens a également été réalisée.**

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de surveillance des émissions de poussières et campagnes de mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières rubrique 2510-1 (A)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société Pierres de Cappy exploitant une carrière de craie sise sur la commune de Cappy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé (relatif aux exploitations de carrières) en produisant sous un délai de six mois un plan de surveillance des émissions de poussières et les premières mesures trimestrielles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur les déclarations GERE 2020 et 2021, l'exploitant a déclaré 1 mg/m<sup>2</sup>/jour (trimestres 2,3 et 4 de chaque année).</p> <p>Or le plan de surveillance fait état de mesures plus importantes au 1er trimestre 2020 puis 2021: 64 et 51 mg/m<sup>2</sup>/jour, ce qui est incohérent avec les déclarations GERE: l'exploitant a confirmé en inspection que les mesures terrain n'ont été faites qu'une fois en 2020 puis 2021.</p> <p>Le 3 février, l'exploitant a transmis le devis du laboratoire pour réaliser les mesures trimestrielles de retombées de poussières dans l'environnement signé avec la mention "bon pour accord", pour une intervention le 10 février.</p> <p>La prescription n'est pas totalement respectée, car les mesures de 3 trimestres sur 4, en 2020 et 2021, n'ont pas été réalisées.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant peut diminuer la capacité d'extraction annuelle (autorisation préfectorale actuelle : 250 000 tonnes) afin de ne plus être soumis au plan de surveillance des retombées de poussières. Dans ce cas, il doit transmettre un porter-à-connaissance au Préfet conformément au R181-46 du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Maintien de la Mise en demeure, respect de prescription

**N° 2 : Mesures des émissions annuelles de poussières rubrique n°2515 (Enrgt)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/05/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Pierres de Cappy exploitant une carrière de craie sise sur la commune de Cappy est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection de l'environnement) en produisant sous un délai de six mois les mesures d'émissions annuelles de poussières.
<b>Constats :</b> Les émissions de poussières des installations classées de la rubrique n°2515 (puissance installée de 267 kW) ne sont pas canalisées. Compte tenu de ces éléments, l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 n'est pas applicable. L'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mai 2020 n'est donc pas justifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Prescription inadaptée